

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19658 - 76ÈME ANNÉE

Communiqué du Parti communiste réunionnais

Famine dans le sud de Madagascar : le PCR pour renforcer la solidarité entre La Réunion et Madagascar

Face à la nouvelle famine à Madagascar, le Parti communiste réunionnais demande aux collectivités de notre île d'élaborer ensemble un programme commun de solidarité d'urgence et d'en informer la population. Le PCR propose également aux collectivités et chambres professionnelles de répondre aux offres de projet annoncés par le président de Madagascar dans la production d'eau, d'énergie et la remise en valeur de la région touchée par la sécheresse.

Les questions de famine et de sécheresse dans le sud de Madagascar reviennent au-devant de l'actualité. Parfois, avec des images chocs qui font réagir nos camarades. Le Parti Communiste Réunionnais rappelle des éléments d'une réalité incontournable et soumet une proposition.

La sécheresse dans le sud malgache est une constante depuis des dizaines d'années. Elle provoque des pénuries alimentaires humaines et animales. L'activité économique est insuffisante pour se procurer le minimum vital. Régulièrement, il est fait appel au Programme Alimentaire Mondial (le PAM). A la pauvreté s'ajoutent toutes les conséquences liées à l'augmentation de la démographie et aux insuffisances des administrations publiques.

En visite dans la région, la semaine dernière, le Président de la République de Madagascar a annoncé des mesures d'urgence pour enrayer la faim ainsi que des solutions structurelles pour relancer la fourniture d'eau. Il a cité certains pays partenaires. Il a déclaré de tout mettre en œuvre en un an pour « enrayer le fléau ». Pour cela, il a demandé à la Ministre de la Population d'être plus présente sur le terrain.

A ce stade, le PCR souligne l'importance de ne pas entraver les décisions des responsables de Madagascar par des initiatives intempestives et médiatiques qui auraient pour conséquence de brouiller le message de solidarité réunionnaise.

En effet, les Réunionnais doivent coordonner les actions avec des objectifs clairs et en toute transparence, en lien avec les autorités malgaches, et dans le cadre de la coopération décentralisée qui relève de nos compétences. Par contre, la coopération bilatérale relève de la responsabilité des États malgache et français.

1- Le PCR demande aux Collectivités Réunionnaises participantes aux activités de la COI de réunir leurs responsables de la coopération pour élaborer en commun un programme de solidarité d'ur-

gence qui tienne compte des besoins réels et d'en informer la population réunionnaise.

2- Le PCR demande aux Collectivités et aux Chambres Consulaires d'organiser des réponses concrètes aux offres de projets structurants annoncés par le Chef d'État Malgache, en les complétant si nécessaire. Cela part de la production de l'eau et de l'énergie à la remise en valeur de la zone de sécheresse.

Le PCR rappelle à cette occasion sa position constante de coopération régionale responsable et d'insertion dans le voisinage. Nous allons vers un million d'habitants dans 15 ans quand Madagascar pointera autour de 40 millions, puis s'acheminera vers 60 millions dans 30 ans. Et, le réchauffement climatique nous laisse peu de recours en dehors de la solidarité immédiate et l'anticipation à moyen et long terme.

**Le Port, le 8 octobre 2020
Bureau de presse du PCR**

Le ministère de l'Outre-mer pour augmenter le chômage des Réunionnais ?

« Munissez-vous de votre CV ! L'occasion est donnée de découvrir des opportunités de carrière dans les outre-mer les 8 et 9 octobre au Salon de Paris pour l'emploi. Des recruteurs vous y attendent » : tel est le contenu d'un message de la Délégation interministérielle Française d'outre-mer relayé par le Ministère des Outre-mer.

Dans son édition d'hier, « Témoignages » avait fait état d'une campagne de recrutement du Groupe Bernard Hayot (GBH) lors du Salon « Paris pour l'emploi » qui se tiendra dans la capitale de la France, du 8 au 9 octobre, Place de la Concorde. Comme tous les ans, ce Salon comprend un « Pavillon outre-mer » où des recruteurs proposent des emplois dans les anciennes colonies intégrées à la République française.

Plus particulièrement dans les anciennes colonies ayant le statut de « département d'outre-mer », le taux de chômage est particulièrement élevé. Il est d'au moins 25 % à La Réunion depuis plus de 40 ans. En conséquence, la lutte pour l'emploi des Réunionnais à La Réunion devrait être la priorité des politiques publiques, et cela d'autant plus qu'à la différence de l'Europe, notre pays a encore une démographie dynamique. Mais cet apport conséquent de jeunes dans la population active chaque année n'a pas été valorisé comme une richesse au service du développement de La Réunion. C'est ce que confirment les statistiques du chômage chaque trimestre ainsi que les différentes études : plus de la moitié des jeunes Réunionnais ayant quitté l'école sont au chômage. Quant à ceux qui ont obtenu un emploi à La Réunion, il est bien souvent sous-qualifié par rapport aux sacrifices consentis pendant les études, sans oublier la précarité.

Dans ce contexte, il est clair qu'une entreprise comme GBH estime qu'il est préférable pour elle d'embaucher

des expatriés pour occuper des postes à responsabilité dans un pays comme La Réunion. L'État, compétent en matière d'emploi, ne peut l'ignorer. Et pourtant, il cautionne cette situation car il permet à ce genre d'entreprise de bénéficier d'aides publiques attribuées sur décision de l'État, comme la défiscalisation.

Là où le gouvernement franchit un pas, c'est quand il assure la promotion du Salon de Paris pour l'emploi dans ces termes :

« #EmploiOutreMer : Munissez-vous de votre CV ! L'occasion est donnée de découvrir des opportunités de carrière dans les #Outremer les 8 et 9 octobre au Salon de Paris pour l'emploi. Des recruteurs vous y attendent »

Venez faire carrière à La Réunion !

La France est donc prise en flagrant délit de soutien à une manifestation qui vise à augmenter le chômage des Réunionnais, car l'objectif est de recruter à Paris pour faire carrière notamment à La Réunion. Parmi les plus de 180.000 Réunionnais demandeurs d'emploi, il existe forcément de nombreux travailleurs ayant largement les compétences pour occuper les emplois proposés dans ce Salon en France, et le gouvernement ne peut l'ignorer puisque c'est lui qui a la responsabilité de la politique de l'emploi dans un département comme La Réunion.

Il est important de souligner le terme « opportunités de carrière » plutôt que « offres d'emploi ». Cela souligne la volonté de proposer à un Européen d'immigrer à La Réunion pour y faire sa carrière professionnelle, et donc d'y occuper un emploi de son arrivée dans l'île à son départ en retraite. Mais cette carrière offerte à un Européen sera donc forcément refusée à un Réunionnais, quelles que soient ses compétences car lui n'est pas à

Paris pour se faire recruter.

La conséquence est la suivante : favoriser une immigration de peuplement. Un tel phénomène ne manquerait pas de créer un large mouvement d'indignation dans n'importe quel pays ayant le taux de chômage de La Réunion, mais si de tels procédés se font au grand jour, avec le soutien affiché du gouvernement, c'est bien que le pouvoir mise sur une passivité de la population en mettant toujours en avant le concept d'intégration de La Réunion à la France.

Conséquence : une immigration de peuplement

Car pendant que la jeunesse réunionnaise n'a que pour seul choix la précarité à vie dans son pays natal ou l'exil en France, une main d'œuvre qualifiée venue de France a pu constituer une nouvelle classe sociale à La Réunion. A la différence des autres couches de la société, cette classe a d'emblée un emploi dès qu'elle intègre la population active de La Réunion, avec souvent d'autres avantages annexes tels qu'un logement, véhicule, prise en charge du transport depuis la France, etc. Ceci a pour conséquence que l'émigration en France est présentée aux Réunionnais comme un passage obligé pour avoir la possibilité de faire respecter son droit à un travail à La Réunion, autrement dit, « partir pour mieux revenir ». Un adage démenti par les expériences de nombreux Réunionnais qui reviennent dans leur île mais qui ne bénéficient pas d'un emploi garanti à leur arrivée. Le chômage de longue durée, l'exil ou l'exploitation dans un travail sous-payé sont alors les seules possibilités. Jusqu'à quand ?

M.M.

Edito

Manifestation pour la régularisation de tous les migrants

Des centaines de manifestants se sont réunis à Montréal et Toronto pour demander la régularisation du statut de tous les travailleurs étrangers afin qu'ils puissent notamment bénéficier d'une meilleure couverture santé, d'autant plus essentiel en pleine pandémie de COVID-19. Leurs revendications étaient « un statut pour tous car ils sont tous essentiels ». Qu'ils soient demandeurs d'asile, étudiants étrangers ou travailleurs temporaires, ils réclament tous la régularisation de leur statut d'immigration. Comment se fait-il qu'ils y aient des personnes sans statut qui travaillent depuis 17 ans pour un salaire minable et qui ne peuvent pas se soigner ou être rapatrié chez eux en cas de maladie ?

Sans accès aux prestations gouvernementales et avec une couverture de soins limitée, ces personnes sont dans une position vulnérable face à la crise sanitaire. Leur statut précaire et le long délai du processus d'immigration limite clairement les accès aux soins de santé.

Pour contrer cela, le gouvernement fédéral prépare un programme spécial pour régulariser les « anges gardiens » qui ont protégé la population contre le COVID-19. Ces demandeurs d'asiles qui travaillent dans le système de santé seront directement concernés mais qu'en est-il des métiers essentiels à la population tels que les éboueurs, caissiers de grande surface ou encore chauffeurs de bus. Malheureusement, cet accès est restreint et fera ainsi des laissés pour compte car pourquoi devrait-on privilégier une seule catégorie de personne et pas tout le monde. Cela est une forme de discrimination. C'est une décision « injuste et insuffisante » qui entraîne l'exclusion de pas mal de personnes de ce programme. La régularisation complète et pour tout le monde serait une manière de mettre de côté les différences de couleur de peau, de religion.

Ce mouvement prend de plus en plus d'ampleur, surtout en Ontario, depuis que des travailleurs temporaires étrangers sont décédés des suites de la COVID-19.

Bertrand Ancelly

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

La vérité i avans dousman mé li fini par avansé

Mi pans konm moin zot lé pou l'otonomi alimantèr-la sékirité si zot i vé - é mi pans pa koméla néna d'moun lé kont sa. Lé posib dann zot zidé néna inn-dé niyans, mé d'aprè sak mi antann la plipar d'moun i viv La Rényon lé pou sa. Lé normal demoun lé pou sa, pars nout bann paran épi gran-paran lété tromtizé par lo mank manzé éni vé pi artonm dann in tablatir konmsa.

Antansyon, mi di pa tout demoun shé nou i sava dor la vant plin pars néna in bon koup demoun li néna in mank di motif di poikoi-larzan si zot i vé - tazantan dan lo moi. Mé sa la pa pars na poin manzé dann la boutik mé plito par lo mank d'arzan épi par in mové politik inégalitèr. Moin lé dakor avèk sak i di i fo vanz kont sa pou komansé mé sa i anpèsh pan ou produi nout nouritir isi shé nou :

Néna térin, klima lé plito bon, la tèr lé plito rish é bann plantèr isi shé nou néna zot kapasité. Mèm sak lé pa plantèr i pé mète ali dan la parti par bann zardin partazén, par in b out kour si zot néna, épi in bon formasyon, dizon in lédikasyon popilèr dann lo plantaz pou manzé. Mi pans nou néna tout sak i fo pou nou avansé dirèk vèr la sékirité alimantèr.

Mé mi pé dir azot toutsuit, la sékirité alimantèr i pé pa zap bann prodiksyon la kalité. Sa i anpès pa nou plant kann é pa arienk pou lo sik.. Pou lénèrzi galman, pou sèrv konm baz lindustrializasyon nout péi-mi rodi, dann kann i pé tir plizyèr santène sou produi la kann é in mine d'or konmsa i fo pa kassé. I anpèsh pa nou fé not kafé bourbon pointi, nout té blan, nout jèrniom la kalité, épi tizane, épi médikaman an siro sansa an zélil.

Mé zami, ptète zot i pans mi rèv, mé sa la pa in rèv ditou : nou lé an kapasité pou fé sa é kan l'anvi, la kapasité, épi la nésésité i fé la rankont, nou lé paré pou alé an avan. Konm i di souvan, la vérité i avans dousman mé li fini par avansé.

Justin